26.07.2016 – 13:30 Uhr

Media Service: En dépit d'une interdiction actuelle sur les cultures génétiquement modifiées dans l'agriculture en Suisse, l'argent des contribuables est utilisé pour développer des cultures transgéniques en Inde.

Bern (ots) -

Une société privée liée à Monsanto a même reçu une licence pour certains résultats de cette recherche.

En 2005, les Suisses ont voté pour une interdiction de cinq ans pour les organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'agriculture, qui a ensuite été étendues par le Parlement jusqu'en 2017. Et en juin, le gouvernement a proposé de l'étendre à 2021.

Cependant, swissinfo.ch a découvert que le moratoire suisse sur les OGM n'empêche pas la Suisse d'exporter cette technologie dans d'autres pays. L'argent des contribuables suisses sous forme de fonds de développement est actuellement utilisé pour financer la recherche de culture transgénique en Inde.

Un programme appelé Collaboration indo-suisse en biotechnologie (BCSI) financé par l'agence suisse de coopération (DDC) et administré par l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) soutient le développement de cultures transgéniques telles que le manioc et le pois chiche d'Angole. La quatrième phase (2013-16) du programme est dotée d'un budget suisse de 4.8 millions de francs suisses.

La recherche financée par la Suisse pour le développement des pois chiches transgéniques a également été autorisé pour la société de semences indienne Mahyco qui a des liens étroits avec la firme américaine Monsanto. Selon Corporate Watch, Monsanto détient 26% de Mahyco. L'entreprise américaine spécialisée dans les biotechnologies agricoles a également créé Mahyco Monsanto Biotech, une coentreprise (joint-venture) qui fournit les licences de la technologie du coton transgénique Bt aux entreprises indiennes.

Est-il éthique que la Suisse exporte la technologie des cultures d'OGM à un pays en développement sous couvert de l'aide au développement? Est-il acceptable qu'une société multinationale aussi controversée que Monsanto bénéficie de ce transfert de technologie financé par le contribuable suisse?

La DDC défend les OGM pour les pays du Sud

Le gouvernement suisse assure que le financement de ces collaborations scientifiques sur les OGM est «d'améliorer la sécurité alimentaire en Inde», selon Tilman Renz, porte-parole au Ministère suisse des affaires étrangères (DFAE). La sécurité alimentaire fait partie du mandat de la DDC. Et les biotechnologies vertes sont un outil légitime pour atteindre cet objectif, selon le porte-parole.

«Les recherches portant sur les cultures transgéniques ne soit pas inclues dans le moratoire sur les OGM en Suisse», ajoute Tilman Renz.

Mais tout le monde ne partage pas cette position de la DDC.

«Si la Suisse utilise l'argent public pour financer le développement des aliments génétiquement modifiés, ce n'est pas cohérente avec sa politique nationale. De plus il n'existe aucune preuve que les semences GM sont une solution valable pour lutter contre la faim et la malnutrition», explique Tina Goethe, de l'ONG suisse Pain pour le prochain.

Certaines ONG suisses comme Swissaid proposent des alternatives aux OGM par le transfert de savoir-faire.

«Nous avons eu de bons résultats avec nos projets d'agriculture biologique en Inde. Ils sont mieux adaptés au pays et plus résistants au changement climatique», explique Caroline Morel, directrice de l'ONG Swissaid.

Contact:

Anand Chandrasekhar
anand.chandrasekhar@swissinfo.ch
+41 31 350 95 43

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001296/100791028 abgerufen werden.